

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 11/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FABRICATION CHIMIQUE ARDECHOISE

1041, chemin de la Digue du Rhône
Site de Production
07300 Tournon-Sur-Rhône

Référence : 20241204-RAP-DAEN1149
Code AIOT : 0006102443

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2024 dans l'établissement FABRICATION CHIMIQUE ARDECHOISE implanté 1041, chemin de la Digue du Rhône Site de Production 07300 Tournon-sur-Rhône. L'inspection a été annoncée le 27/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale air - COV.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FABRICATION CHIMIQUE ARDECHOISE
- 1041, chemin de la Digue du Rhône Site de Production 07300 Tournon-sur-Rhône
- Code AIOT : 0006102443
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement FCA appartient au groupe FAREVA (le groupe comporte 41 sites dans 13 pays). Il est spécialisé dans la formulation et le conditionnement, en flacons (85 %) et en aérosols (15 %), de produits industriels, ménagers et de parapharmacie. Le site produit 78 millions d'unité par an pour environ 3000 références.

Sur la commune de Tournon, FCA exploite :

- une usine de production avec un effectif d'environ 325 personnes ;
- un entrepôt de stockage des produits issus de l'usine avec un effectif de moins de 10 salariés.

L'inspection a porté uniquement sur le site de production.

Le site s'étend sur 7 ha dont 2 ha de bâtiments.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 Air COV

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Constats hors points de contrôle :

Lors de la visite du site, il a été constaté que le stockage au niveau de l'entrepôt du bâtiment A semblait être réalisé à moins de 1 m du plafond (environ 80 cm selon l'exploitant).

L'exploitant doit vérifier si cette hauteur est conforme.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Délais
3	Moyens d'intervention prévus	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	Demande d'action corrective	3 mois
4	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Surveillance des rejets – mesure	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Demande d'action corrective	3 mois
9	Surveillance des rejets – justification	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Contrôle des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 25/11/2013, article 3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 - 3e alinea	Sans objet
2	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet
5	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
6	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Surveillance des rejets - programme	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	Sans objet
10	Respect des VLE - conformité aux rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III	Sans objet
11	Respect des VLE - tableau des VLE	Arrêté Préfectoral du 15/09/2005, article 3.2.2	Sans objet
13	Plan de gestion des solvants (PGS)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien tenu et très bien suivi par l'exploitant.

Quelques non-conformités ont été détectées :

- la périodicité décennale de contrôle et d'analyse des émulseurs est trop élevée par rapport aux préconisations des fournisseurs,
- un recensement exhaustif de tous les émissaires (avec ceux non concernés par les COV comme dans les bâtiments H, A et C) avec un plan synthétique n'est pas disponible,
- les analyses de la concentration en poussières ne sont pas réalisées au niveau des dépoussiéreurs des bâtiments H, A et C,
- les rapports d'analyses des rejets atmosphériques ne sont pas toujours fournis avec les commentaires adéquats,
- l'exploitant ne fournit pas chaque année son plan pluriannuel de contrôle des rejets atmosphériques...

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 3 ^e alinea
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 22/12/2023
Prescription contrôlée : Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
Constats : <u>Constats lors de l'inspection du 14/09/2023 :</u> L'exploitant a indiqué qu'il mettait en place des formations pour les agents susceptibles de tenir une fonction du POI (sauf la fonction « observateurs »). Ces formations peuvent être organisées en interne ou par un organisme extérieur (IFOPSE notamment). En parallèle, l'ensemble des salariés du site reçoit une information de base sur la conduite à tenir en cas d'alerte. Le suivi de ces formations est tracé et a pu être vérifié, par sondage, lors du contrôle pour les

membres du roulement d'astreinte POI, les agents SST et les équipiers de seconde intervention. Néanmoins, ces exigences de formation ne sont pas formalisées dans un document explicite.

Demande : en application de la prescription mentionnée supra ainsi que du point g) de l'annexe V de l'arrêté du 26 mai 2014, l'exploitant doit formaliser le référentiel de compétences associé aux différentes fonctions du POI (formation, habilitation, expérience sur les installations, exercices...).

Constats lors de la présente inspection :

Les fiches de compétence ont été intégrées en annexe du POI.

Toutes les fiches ont bien été créées, mais elles ne sont pas forcément toutes complétées.

La formation du DOI est en cours mais c'est un peu plus long et compliqué pour les ESI.

La formalisation a donc bien été réalisée, mais il est important de compléter les documents au fil de l'eau.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contenu du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu d'un POI

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 14/09/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 22/12/2023

Prescription contrôlée :

Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 :

a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;

b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;

c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;

d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;

e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;

f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;

g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;

h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;

i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de

l'environnement, les substances générant des incommodités fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

Constats :

Constats lors de l'inspection du 14/09/2023 :

Les points a), b), c), e) et f) apparaissent comme être pris en compte dans le POI de février 2023 et appellent quelques commentaires mineurs :

Point c) - Gestion des eaux : en fonctionnement normal, les eaux pluviales collectées sur le site sont dirigées vers un contre-canal du Rhône. En situation accidentelle cet exutoire est coupé et les eaux sont transférées, via 3 pompes de relevage, vers un bassin de confinement. Ce dispositif peut être déclenché manuellement ou automatiquement sur déclenchement d'un sprinklage.

Ces dispositions et les mesures associées à mettre en œuvre en cas de déclenchement du POI pour garantir une bonne gestion des eaux polluées ne sont pas décrites dans le POI.

Point d) - Consignes générales en cas d'alerte : l'établissement dispose d'une consigne générale permettant le rassemblement des personnes présentes sur le site en cas d'alerte.

Cette consigne fait l'objet d'affichages dans les locaux et d'une information auprès des salariés, mais n'est pas formellement intégrée au POI.

Point g) - Formations : référentiel de formation à préciser et à faire figurer dans le POI (voir constat précédent)

Les points h), i) et j), ajoutés récemment dans la réglementation suite à l'incendie de Lubrizol, ne sont pas encore intégrés au POI :

Points h) et j) - Mesures d'atténuation des effets hors site et de nettoyage après accident :

Sur ces deux points, l'exploitant devra examiner les mesures déjà existantes dans son POI, la possibilité de les compléter puis mettre à jour le POI pour faire apparaître spécifiquement et exhaustivement toutes les mesures pertinentes retenues.

Point i) - Premiers prélèvements environnementaux : le POI en vigueur ne contient pas encore les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux. Néanmoins, les démarches nécessaires sont très avancées et l'exploitant a indiqué que la contractualisation avec un bureau d'étude devrait rendre le dispositif opérationnel dans les prochains mois.

En particulier, sur la base des guides existants des pouvoirs publics et des syndicats professionnels publiés en 2022 et 2023, l'exploitant a d'ores et déjà identifié les substances à rechercher, les matrices de prélèvement associées ainsi qu'une trentaine de points potentiels de mesure et/ou de prélèvement dans l'environnement du site.

Le dispositif prévu à ce stade devrait permettre la réalisation de prélèvements sous 4 h, avec des résultats d'analyse commentés sous 4 à 10 jours en fonction des substances recherchées.

Demande : l'exploitant doit compléter son POI sur les points évoqués ci-dessus d'ici au 31 décembre 2023.

Lors du contrôle, l'Inspection a cherché à vérifier la cohérence entre le schéma d'alerte hors période de production du POI et les consignes passées par la société FCA à son prestataire de télé-surveillance.

Ce contrôle n'a pas révélé d'écart de fond, par contre il est apparu que la liste des personnes à contacter chez FCA et les coordonnées associées n'avaient pas été mises à jour depuis 2015.

Demande : l'exploitant doit mettre et tenir à jour la liste des personnes à contacter et leurs coordonnées, communiquée à son prestataire de télé-surveillance.

Constats lors de la présente inspection :

Le plan des installations avec le bassin de confinement convenablement cité se retrouve bien dans

<p>le POI.</p> <p>Un contrat a été passé avec l'APAVE pour les premiers prélèvements environnementaux : tout est détaillé dans la fiche réflexe V. 06/2024 - n°5.1.11a. Un renvoi est fait vers la fiche 1.1.7 mais le numéro de téléphone n'est pas remis dans cette fiche.</p> <p>Les personnes « ressources », qui pourraient aider le DOI, ne sont pas nommément désignées mais n'importe quelle personne des bureaux pourrait aider sur l'état des stocks ou pour les prélèvements environnementaux.</p> <p>Une incohérence a été constatée dans les numéros téléphoniques pour contacter la DREAL au niveau du POI, plus aucun contact à l'UD n'est prévu.</p> <p>Un courriel a immédiatement été fait à l'exploitant le 14 octobre 2024 pour bien rappeler les différents éléments :</p> <p><i>« je vous confirme que votre POI n'est pas du tout cohérent avec ce qui a été demandé par courriel du 8 août 2024. En fiche 1.1.4, vous citez les numéros 0426266000 et 0426286411 et la balu gestion de crise. Or, il vous est demandé de citer le numéro 0475824646 pendant les horaires de bureau et 0426286868 en cas de non réponse et l'adresse mail est bien ud-da.icpe.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr, le mail de l'astreinte dreal est en plus. C'est la même chose pour la fiche 1.1.7 avec suppression du numéro d'astreinte dreal. »</i></p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Moyens d'intervention prévus

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention prévus
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 14/09/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 22/12/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats lors de l'inspection du 14/09/2023 :</u></p> <p>La fiche 4.1.1 du POI prévoit la présence de 1200 litres d'émulseur en bidons de 25 L au « portail P2 ».</p> <p>Lors du contrôle, l'Inspection a constaté sur ce stockage la présence de 30 à 35 bidons, soit 875 L au plus, ce qui n'est pas conforme au POI.</p> <p>L'exploitant ne semble pas réaliser de vérification périodique exhaustive de la disponibilité des moyens POI, même s'il réalise certains contrôles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - utilisation d'une fiche de contrôle, très détaillée, sur l'inventaire du fourgon pompe-tonne ; - contrôle de la qualité des émulseurs, mais avec une périodicité décennale qui n'est pas adaptée à une vérification au fil de l'eau de leur présence. <p><u>Demande :</u> L'exploitant doit remettre en conformité cette réserve d'émulseur. Plus largement, conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 26 mai 2014 et de l'article 69 de l'arrêté du 4 octobre 2010, l'exploitant doit réaliser des contrôles périodiques lui permettant de vérifier et de justifier de la disponibilité des moyens associés au POI.</p>

Constats lors de la présente inspection :

Un état des stocks des émulseurs est dorénavant réalisé tous les 6 mois sur le site.

Le jour de l'inspection, 1375 litres d'émulseurs étaient présents sur le site pour un besoin de 1200 litres.

Les émulseurs vus lors de l'inspection provenaient du fournisseur Eau et Feu.

Un contrôle de la qualité des émulseurs est réalisé à leur arrivée sur le site puis tous les 10 ans. Ce délai de 10 ans semble long car 10 ans est la durée de garantie maximale pour les émulseurs synthétiques à compter de la date de production du lot. Certains émulseurs ont même une durée de conservation de 5 ans voire moins. Les fournisseurs d'émulseurs conseillent souvent de réaliser un contrôle annuel de la qualité des émulseurs.

L'exploitant a répondu partiellement à la demande de 2023 en réalisant un état des stocks des émulseurs tous les 6 mois mais le contrôle de la qualité de l'émulseur ne peut pas être réalisée seulement tous les 10 ans.

Non-conformité 1 : La périodicité décennale de contrôle et d'analyse des émulseurs est trop élevée par rapport aux préconisations des fournisseurs.

Le sujet des PFAs a été évoqué avec l'exploitant qui a précisé que l'homologation des émulseurs sans PFAs semblait compliquée.

Même si les rejets aqueux sont envoyés vers une cuve de 40 m³ et traités comme des déchets une fois par semaine (environ 1500 tonnes par an), la question de l'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 (PFAs) se pose tout de même.

En effet, cet arrêté s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et **utilisant**, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier sous 3 mois et selon une périodicité définie de la qualité et de la validité des émulseurs présents sur le site.

Il doit également analyser l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 (PFAs) pour voir son application dans la mesure où les émulseurs utilisés sur le site sont susceptibles de contenir des PFAs. Le cas échéant, les premières analyses seront réalisées sous 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 4 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I

Thème(s) : Actions nationales 2024, Canalisation des émissions

Prescription contrôlée :

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.

Constats :

L'exploitant a précisé qu'environ 45 émissaires étaient présents sur le site.

Un captage à la source (ventilation machine – ventilation générale) est réalisé pour tous les émissaires.

Les poussières sont surtout présentes au niveau de trois émissaires : bâtiment H, dépoussiéreurs bâtiments A et C.

En revanche, les points de rejets ne sont pas recensés dans l'arrêté préfectoral. De plus, aucun

plan n'existe avec un recensement et un positionnement sur un seul document de tous les émissaires. Les hauteurs de cheminées ne sont pas non plus précisées.
Le dernier recensement complet date de juin 2011 et a été réalisé par la société COELYS.

Non-conformité 2 : L'exploitant ne possède pas un plan unique où sont recensés tous les émissaires du site et ce recensement n'est donc pas intégré aux arrêtés préfectoraux du site.

L'exploitant a fourni, par courriel du 11 octobre 2024, un fichier de listing des émissaires mais c'est le suivi pour l'année 2023 et ce n'est pas lié à un plan : cela ne répond donc pas totalement à la demande. De plus, les bâtiments A et H ne sont pas présents.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir, sous 3 mois, un plan schématique de l'usine où tous les émissaires sont numérotés et un tableau reprendra les caractéristiques de ces émissaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 5 : Émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I

Thème(s) : Actions nationales 2024, Limitation des émissions diffuses

Prescription contrôlée :

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières.

Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

Constats :

Les produits pulvérulents sont utilisés dans le bâtiment H. Une ventilation est bien présente avec un filtre pour les poussières.

Le travail est également réalisé en fûts fermés pour limiter tout risque d'émissions diffuses de ces produits.

C'est le cas aussi du bâtiment A où est fabriqué du shampoing sec.

L'exploitant réalise également les bonnes pratiques de gestion au niveau des cuves en agitation, des consignes générales sont disponibles et appliquées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19

Thème(s) : Actions nationales 2024, Traitement des fumées - conception

Prescription contrôlée :

<p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.</p> <p>La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun traitement n'est mis en place au niveau des COV, seuls des dépoussiéreurs sont présents dans certains bâtiments.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Surveillance des rejets - mesure

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société COELYS est intervenue les 17 et 18 janvier 2023 (rapport en retard de l'année 2022). Elle possède bien les agréments 2 (mesurage in situ des COVT), 3 (mesurage in situ de l'oxygène), 14 (mesurage in situ de la vitesse et du débit-volume) et 15 (mesurage in situ de la teneur en vapeur d'eau). En revanche, après appel de cette société, elle nous a confirmé qu'elle avait arrêté son accréditation depuis mai 2024, elle ne fait donc plus partie des laboratoires agréés.</p> <p>En parallèle, un contrôle inopiné des rejets atmosphériques a été diligenté par l'inspection et l'APAVE est intervenue du 17 au 18 juillet 2023. La société possède elle aussi les agréments adéquats.</p> <p>L'exploitant n'avait pas encore réalisé le contrôle annuel lors de l'inspection du 11 octobre, mais il a bien été précisé que celui-ci ne pouvait plus être réalisé par la société COELYS.</p> <p>Observation : L'exploitant doit s'assurer que les mesures des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an (attention à la dérive par rapport à juillet 2023) par un organisme ou un laboratoire agréé.</p> <p>En revanche, l'exploitant a précisé que les mesures au niveau des poussières pour les trois bâtiments concernés (bâtiments H, A et C) n'ont jamais été réalisées.</p> <p>Non-conformité 3 : Les rejets des émissaires des bâtiments H, A et C (sortie dépoussiéreurs pour les deux derniers bâtiments) ne sont pas analysés annuellement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant doit réaliser, sous 3 mois, une analyse des poussières au niveau des émissaires concernés. Cette analyse sera réitérée chaque année.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 8 : Surveillance des rejets - programme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2024, Surveillance réglementaire des rejets
Prescription contrôlée : II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Les normes de mesurage sont respectées par le laboratoire COELYS : <ul style="list-style-type: none"> • COVT : NF EN 12619, • CH4 : XP X 43-554, • COVNM : XP X 43-554. La détermination de la concentration en COV spécifiques n'est pas faite car seul le mesurage des COVT est réalisé et attendu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des rejets - justification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets
Prescription contrôlée : IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors du contrôle inopiné de 2023, les résultats de l'APAVE sont bruts sans aucune analyse ni aucun commentaire. L'exploitant n'a pas fourni de commentaires. Des valeurs très élevées sont constatées, par exemple une concentration en COVT de 1 053 mg/Nm ³ pour le point 35 A (rejet primaire ligne C) avec des flux très importants, mais les valeurs limites ne s'appliquent pas si les émissions totales annuelles de COV sont inférieures ou égales à 5 % de la quantité annuelle totale de solvants utilisés (ce qui est le cas pour le site). Le rapport pourrait tout de même être accompagné de commentaires et le choix des émissaires analysés pourrait être précisé.
Non-conformité 4 : Les rapports annuels des rejets atmosphériques ne sont pas toujours accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit s'assurer, sous 3 mois, que les rapports annuels des analyses des rejets atmosphériques sont accompagnés de tout commentaire utile pour pouvoir juger de la conformité des résultats.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 10 : Respect des VLE - conformité aux rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - [...] Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.</p> <p>[...]</p> <p>Pour les émissions de composés organiques volatils des installations concernées par les 19° à 36° de l'article 30 :</p> <p>1° Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), aucune des moyennes portant sur vingt-quatre heures d'exploitation normale ne dépasse les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission ;</p> <p>2° Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le respect des valeurs limites d'émissions des poussières n'a pas pu être acté dans la mesure où aucune mesure n'est réalisée (cf. non-conformité 3 du présent rapport).</p> <p>Les autres paramètres analysés concernent uniquement les COVT et le CH₄ et, même si la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance dépasse les valeurs limites d'émission et des moyennes horaires sont supérieures à 1,5 fois la valeur limite d'émission, pour certains émissaires et pour les COVT, les émissions totales annuelles de COV respectent la réglementation applicable.</p> <p>Il est à noter que la concentration en COVNM n'est pas mesurée, mais calculée. Elle est égale à la différence entre la mesure de la concentration en COVT et celle de la concentration en CH₄.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Respect des VLE - tableau des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2005, article 3.2.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Conformité des rejets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article 30 - paragraphe 25 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 seront respectées.</p> <p>Le flux annuel des émissions totales annuelles de COV sera inférieur à 5 % de la quantité annuelle des solvants utilisés.</p>

<p>25° Utilisation de solvants dans la chimie fine pharmaceutique (toute activité de synthèse chimique, fermentation, extraction, formulation et la présentation de produits chimiques finis ainsi que la fabrication des produits semis-finis si elle se déroule sur la même installation. Si sur l'installation une autre activité de chimie fine est exercée, phytosanitaire, vétérinaire, cosmétique, colorants, photographie, notamment, les valeurs limites d'émissions prévues au présent point s'appliquent à l'ensemble des activités de l'installation) : si la consommation de solvants est supérieure à 50 tonnes par an, les dispositions du premier alinéa du a du 7° de l'article 27 sont remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 20 mg/m³. Toutefois, en cas d'utilisation d'une technique permettant la réutilisation du solvant récupéré, la valeur limite d'émission canalisée est portée à 150 mg/m³, sauf en cas d'utilisation de composés mentionnés au c du 7° de l'article 27.</p> <p>Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 5 % de la quantité de solvants utilisée pour les installations autorisées à compter du 30 décembre 2000 et 15 % pour les installations autorisées avant le 1er janvier 2001. Les valeurs limites d'émission diffuses ne comprennent pas les solvants, vendus avec les préparations ou produits dans un récipient fermé hermétiquement.</p> <p>Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas si les émissions totales annuelles de COV sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les installations autorisées à compter du 30 décembre 2000, inférieures ou égales à 5 % de la quantité annuelle totale de solvants utilisés ; - pour les installations autorisées avant le 1^{er} janvier 2001, inférieures ou égales à 15 % de la quantité annuelle totale de solvants utilisés. <p>Constats :</p> <p>Les dispositions ne s'appliquent pas si les émissions totales annuelles de COV sont inférieures ou égales à 5 % de la quantité annuelle totale de solvants utilisés.</p> <p>Pour l'année 2023, la société FCA a consommé 3 893,889 t de solvants et les émissions canalisées totales sont de 41,276 t. Les émissions diffuses sont estimées quant à elles à 973 kg. Les émissions totales sont donc de 42,249 t. Cela représente donc une émission totale annuelle de COV de 1,085 % par rapport à la quantité annuelle de solvants utilisés.</p> <p>La plupart des solvants utilisés se retrouvent dans les produits finis.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Contrôle des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/11/2013, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il est ajouté un article 3.2.3 à l'arrêté préfectoral n°2005-258-6 du 15 septembre 2005 :</p> <p>Article 3.2.3 contrôle des rejets atmosphériques</p> <p>Un plan pluriannuel de contrôle des émissions atmosphériques est mis en place sur l'établissement et annexé au plan de gestion des solvants. La périodicité de contrôle des différents points d'émissions est justifiée par l'exploitant et doit permettre de contrôler la représentativité des estimations effectuées dans le cadre de l'élaboration du plan de gestion des solvants. L'ensemble des justificatifs et des résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats :</p> <p>Un plan pluriannuel de contrôle des émissions atmosphériques est bien mis en place, mais il n'est pas annexé au plan de gestion des solvants.</p> <p>L'exploitant a transmis, par courriel, le 11 octobre un fichier « excel » s'intitulant « suivi taux des pertes » et il a expliqué dans son message qu'il n'avait pas trouvé d'endroit logique pour intégrer la</p>

<p>liste des émissaires dans le PGS.</p> <p>La périodicité de contrôle des différents points d'émissions est peu justifiée par l'exploitant et elle ne permet pas à l'inspection de contrôler la représentativité des estimations effectuées dans le cadre de l'élaboration du plan de gestion solvants.</p> <p>Pour beaucoup d'émissaires, il est écrit « sans mesure, l'hypothèse du PGS 2011 est conservée ».</p> <p>Le PGS de 2011 est celui cité en début de rapport qui concerne un diagnostic des COV.</p> <p>Au final, seulement 8 points de rejets ont été analysés en 2023 par la société COELYS par rapport aux nombreux émissaires présents.</p> <p>Non-conformité 5 : Le plan pluriannuel de contrôle des émissions atmosphériques n'est pas fourni annuellement. De plus, la périodicité de contrôle n'est pas justifiée et il n'est pas aisé de contrôler la représentativité des estimations effectuées dans le cadre de l'élaboration du PGS.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir chaque année avant le 31 mars, son plan pluriannuel de contrôle des émissions atmosphériques.</p> <p>Le dernier diagnostic complet date de 2011, il peut être utile de refaire un diagnostic complet en 2025, 14 ans après le dernier.</p> <p>Chaque année, l'exploitant n'analyse jamais plus de 8 émissaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 13 : Plan de gestion des solvants (PGS)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Plan de gestion des solvants (PGS)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise bien annuellement son plan de gestion des solvants et le transmet lors de sa déclaration GERE avant le 31 mars de l'année n+1 pour l'année n.</p> <p>3 893,889 t de solvants ont été consommées en 2023 (flux I1 - O8). 41,276 t de solvants ont été rejetées via des émissions canalisées dans l'air (flux O1). 973 kg de COV ont été rejetés dans les gaz non captés de solvants (flux O4), cela correspond aux émissions liées aux stockages vrac (événements à l'atmosphère).</p> <p>L'exploitant réalise un PGS simplifié dans la mesure où il est conforme par rapport à son Emission Annuelle Cible (EAC totale), à savoir que le flux annuel des émissions totales de COV est bien inférieur à 5 % de la quantité annuelle totale des solvants utilisés (1,085 % avec les chiffres ci-avant) - arrêté préfectoral du 15/09/2005 - article 3.2.2.</p> <p>Le site respecte également Les dispositions de l'article 30 - paragraphe 25 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 5 % de la quantité de solvants utilisée, il est de 0,025 % pour 2023.</p> <p>Le PGS simplifié consiste à réaliser un bilan matière entrée/sortie des solvants de l'installation sans mesurer les rejets gazeux à l'atmosphère, donc sans distinction entre les rejets gazeux canalisés et</p>

les rejets diffus. Il permet donc de déterminer les émissions totales en faisant $I1 - O5 - O6 - O7 - O8 = O1 + O2 + O3 + O4 + O9$.

Le PGS complet nécessite de réaliser des mesures des rejets gazeux canalisés à l'atmosphère afin de déterminer les émissions diffuses selon le calcul suivant : $I1 - O1 - O5 - O6 - O7 - O8 = O2 + O3 + O4 + O9$.

Le flux O4 pourrait être plus précis, car il représente toutes les émissions qui ont échappé à tous les systèmes de collecte ou qui s'échappent de ces systèmes (fuites). Cela comprend par exemple la ventilation générale des locaux qui s'accompagne d'un rejet d'air dans l'environnement extérieur par les portes, les fenêtres, les aérateurs ou tout autre ouverture similaire, les émissions surfaciques liées à un renversement accidentel de solvant...

Observation : Au vu de nombre d'émissaires et de la non réalisation d'une étude (non obligatoire) pour la réduction à la source du nombre d'émissaires, il pourrait être judicieux de réaliser un bilan massique complet pour le PGS, avec un cumul des flux à calculer, plutôt qu'un bilan matière avec des estimations. Un recensement complet des COV en 2025, comme demandé dans le constat précédent, serait un plus.

Il est tout de même à noter que la consommation annuelle de solvants a bien baissé sur les dernières années ainsi que les émissions de COVNM :

- 2020 : 52,955 t,
- 2021 : 49,449 t,
- 2022 : 46,572 t,
- 2023 : 42,249 t.

L'exploitant recherche chaque année de nouvelles solutions pour baisser sa consommation de solvants.

Type de suites proposées : Sans suite